

## Le gros chagrin des proeuropéens

18 octobre 2013

Le Monde

### INTERNATIONAL | CHRONIQUE

L'Europe est impopulaire, dit-on. Avec l'immigration, elle nourrirait la montée des partis eurosceptiques. Le projet européen ne ferait plus rêver. Dans la plupart des pays de l'Union européenne, il susciterait, au mieux, l'indifférence, au pire, l'hostilité. En librairie, le rayon Europe accueille le désespoir des plus fervents des fidèles. Les élections au Parlement européen en mai 2014, prédisent les sondages, verront des formations d'extrême droite europhobes se tailler la part belle d'un scrutin boycotté par près de 70 % des électeurs. Si cela ne s'appelle pas du désamour...

Peut-être. Mais la situation est plus nuancée qu'il y paraît, explique le politologue Dominique Reynié dans l'édition 2013 de *L'Opinion européenne* (éditions Lignes de repères, 167 pages, 17 €). Le directeur de la Fondation pour l'innovation politique, qui parraine cette publication, s'interroge : au désaveu européen devrait correspondre, en bonne logique, un regain de confiance dans l'échelon politique national.

Faux, totalement. Dans chacun des pays membres de l'Union, les élites politiques nationales souffrent d'un discrédit égal, sinon supérieur, à celui dont Bruxelles est l'objet. " Le système d'opinion des Européens n'oppose pas une défiance à l'égard de l'Union à une confiance dans leur Etat-nation ", écrit Dominique Reynié. L'Etat national est au moins aussi mal aimé que l'Europe ; il suscite autant de scepticisme que Bruxelles.

Un seul pays de l'UE échappe à ce phénomène : l'Allemagne d'Angela Merkel. Outre-Rhin, une écrasante majorité des électeurs (74 %) porte un jugement positif sur les dirigeants et le système de gouvernement du pays. Sensible aussi là-bas, l'euroscepticisme n'y fait bourgeonner aucun parti europhobe ou protestataire. L'Allemagne enverra des députés europhiles au Parlement européen.

" Elle est le pays le plus démocratique d'Europe ", écrit Alain Minc. Dans un essai en forme d'hommage - *Vive l'Allemagne !* (Grasset, 155 pages, 10 €) -, il salue une démocratie en pleine maturité. Plus que la France, l'Allemagne est soucieuse des libertés individuelles. Beaucoup plus que la France, elle pratique l'équilibre des pouvoirs. Son parlementarisme contrôlé a produit plus de réformes que notre présidentialisme débridé. Il a contribué à un miracle économique, non sans zones d'ombre, fondé sur un " mercantilisme efficace ", plus attiré par le vaste monde que par le seul Vieux Continent.

L'Allemagne d'Angela Merkel ne porte plus l'idéal fédéraliste européen qui était celui de Conrad Adenauer et des deux Helmut, Schmidt et Kohl. Elle est soit eurosceptique soit indifférente au projet européen. Ses succès manifestent avec éclat la ligne de fracture qui divise l'Union : un Nord en pleine réussite économique et financière, un Sud dans l'adversité. La zone euro ne favorise plus la convergence des économies de ses dix-sept membres, elle exacerbe la divergence entre ceux du Sud et ceux du Nord - l'exact contraire de ce pourquoi elle a été créée.

## Intérêt général

Au bout de cette logique, il y a la dislocation pure et simple de l'UE, redoute François Heisbourg. Europhile de toujours, il a salué la naissance de la monnaie unique. Aujourd'hui, il préconise la sortie " consensuelle, organisée " de l'euro. Il veut le retour, au moins pour un temps, aux devises nationales, pour " booster " la croissance. Il s'en explique dans un livre provocant, *La Fin du rêve européen* (Stock, 200 pages, 18 €). Heisbourg ne croit pas les Dix-Sept capables d'aller vers le niveau de fédéralisme requis pour la gestion de l'euro, et notamment de la dette souveraine de certains de ses membres. Cette dernière continuera donc d'être traitée avec le double remède aujourd'hui infligé à l'Europe du Sud : austérité budgétaire maniaque et ajustement structurel musclé. C'est la garantie de dix années de stagnation auxquelles l'Europe ne résistera pas, prédit Heisbourg : l'Union explosera en cours.

Mais, outre qu'il sous-estime l'effet dévastateur d'un abandon de l'euro, l'auteur rend la monnaie unique responsable d'une pathologie, l'endettement, qu'affrontent aussi nombre de pays hors de l'eurozone. Heisbourg fait porter à l'euro un risque de stagnation prolongée qu'il faut imputer non à la monnaie unique elle-même, mais à la manière dont l'Allemagne a choisi et imposé de traiter la question des dettes souveraines dans l'eurozone.

Ce qu'il faut abandonner, ce n'est pas l'institution européenne - en l'espèce, l'euro -, mais la manière avec laquelle on " gère " l'Europe depuis vingt-cinq ans. Ce qui défait l'Europe, ce qui mine le projet européen, c'est l'irresponsabilité avec laquelle on a dévitalisé ses institutions originelles. Au profit de quoi ? Au profit de la méthode dite " intergouvernementale ", dont Sylvie Goulard fait le procès impitoyable dans *Europe : amour ou chambre à part ?* (Flammarion, 130 pages, 12 €).

Députée européenne chevronnée, elle livre son " J'accuse " avec verve, en partant d'un constat : l'école souverainiste a gagné un peu partout en Europe. Elle imprègne la vision de la majorité des gouvernements de l'UE, et notamment celle de Mme Merkel. On prive les institutions incarnant l'Union - le Parlement et la Commission - de toute initiative, de personnalités de talent et de budget. Tout se décide entre gouvernements, en Conseil où s'affrontent vingt-huit souverainetés. Bilan ? " L'Europe des Etats a mis l'Europe dans un sale état ", écrit Sylvie Goulard. Difficile de ne pas être d'accord, au moins sur la conclusion.

par Alain Frachon